

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[C — 9214]

7 MARS 1995. — Circulaire relative au recrutement par les communes de personnel supplémentaire pour l'encadrement des mesures judiciaires alternatives au sein du Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale

A MM. les Gouverneurs des provinces de
Brabant Wallon
Hainaut
Liège
Luxembourg
Namur

A Monsieur le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Pour information :

à MM. les commissaires d'arrondissement
à Mmes et MM. les Bourgmestres,

Outre des préoccupations à dominante économique, le plan global a prévu un ensemble de mesures relatives à la sécurité des citoyens. Il a fait l'objet de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales (articles 69 et 70, *Moniteur belge*, 31/3/94), complétée par la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses (*Moniteur belge*, 23/12/94).

Parmi les mesures contenues dans cette loi est notamment prévue à l'article 69, 2°, 2ème tiret, la possibilité pour les communes de percevoir une allocation en vue de procéder à des recrutements supplémentaires servant à l'encadrement de mesures judiciaires alternatives.

Les communes peuvent utiliser le personnel recruté dans leurs propres services, ou — à leur initiative — mettre tout ou partie de ce personnel à la disposition d'une ou de plusieurs associations, qui ont déjà acquis une expérience dans l'encadrement de ces mesures.

Le chapitre 1er de l'arrêté royal du 12 août 1994 (*Moniteur belge*, 16/9/94) organise la conclusion de ces conventions, fixe leur contenu et leur forme, et détermine les montants forfaitaires qui seront octroyés aux communes en fonction du type de personnel engagé en supplément.

Le plan global dont l'objectif prioritaire est de stimuler l'emploi permet, outre la mise au travail des personnes intéressées, de promouvoir l'application de quatre mesures judiciaires alternatives :

- a) les travaux d'intérêt général et la formation dans le cadre de la loi sur la probation;
- b) la médiation pénale;
- c) les mesures alternatives à la détention préventive;

d) les "mesures de diversion" pour les mineurs.

Les principaux objectifs de ces mesures judiciaires alternatives sont les suivants :

- améliorer la prise de conscience par les auteurs d'infractions des dommages directs et indirects causés par leur comportement à la qualité de la vie et lutter contre la banalisation de ces comportements;
- réduire le nombre et la durée de privations de liberté dans le cadre de la loi sur la détention préventive;
- éviter le sentiment d'impunité provoqué par une mesure de classement sans suite dans les cas qui exigent une réaction sociale organisée, sans pour cela recourir au prononcé et à l'exécution d'une courte peine de prison;
- offrir à ces personnes des possibilités de formation par la pratique d'une activité dans un contexte professionnel;
- faciliter la réinsertion dans le tissu social de base des personnes ayant commis des faits d'une gravité moindre;

[C — WIN — I — 9215]

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[C — 9215]

7 MAART 1995. — Omzendbrief met betrekking tot de aanwerving door de gemeenten van bijkomend personeel belast met de omkadering van alternatieve gerechtelijke maatregelen, mogelijk gemaakt in het kader van het Globaal Plan voor de tewerkstelling, het concurrentievermogen en de sociale zekerheid

Aan de heren Gouverneurs van de provincies :
Antwerpen
Vlaams Brabant
Limburg
Oost-Vlaanderen
West-Vlaanderen

Aan de heer Gouverneur van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad

Ter informatie :

Aan de heren arrondissementscommissarissen,
Aan de dames en heren Burgemeesters,

Behalve bezorgdheden van eerder economische aard, heeft het globaal plan voorzien in een geheel van maatregelen met betrekking tot de veiligheid van de burgers. Het globaal plan maakt het voorwerp uit van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen (artikelen 69 en 70, *Belgisch Staatsblad*, 31/3/94), aangevuld door de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen (*Belgisch Staatsblad*, 23/12/94).

Onder de maatregelen waarin in deze wet is voorzien, is immers in het artikel 69, 2°, 2de streepje, bepaald dat gemeenten een bijdrage kunnen ontvangen teneinde over te gaan tot bijkomende aanwervingen voor het omkaderen van alternatieve gerechtelijke maatregelen.

De gemeenten kunnen het aangeworven personeel tewerkstellen in hun eigen diensten, of — op eigen initiatief — dit personeel of een gedeelte ervan ter beschikking stellen van één of meerdere verenigingen, die reeds ervaring hebben inzake de omkadering van deze maatregelen.

Hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 (*Belgisch Staatsblad*, 16/9/94) stelt de algemene voorwaarden tot het reglementeren van het afsluiten van deze overeenkomsten vast, hun inhoud en hun vorm; evenals de forfaitaire bedragen die zullen worden toegekend aan de gemeenten naargelang de categorie van personeel dat bijkomend wordt aangeworven.

Het globaal plan, waarvan de prioritaire doelstelling de tewerkstelling is, laat toe, naast de tewerkstelling van betrokken personen, de toepassing van vier alternatieve gerechtelijke maatregelen te promoten :

- a) de dienstverlening en de opleiding in het kader van de probatiewet;
- b) de bemiddeling in strafzaken;
- c) de alternatieve maatregelen ter vervanging van de voorlopige hechtenis;
- d) de rechtsomlegging (diversiemaatregelen) voor minderjarigen.

De hoofddoelstellingen van deze "alternatieve" gerechtelijke maatregelen zijn :

- de bewustmaking van de delinquenten dat hun gedrag rechtstreeks en onrechtstreeks schade toebrengt aan de kwaliteit van het leven, en de strijd tegen de bagatellisering van dergelijke gedragingen;
- het aantal en de duur van opsluitingen van personen in het kader van de wet op de voorlopige hechtenis beperken;
- het gevoel van straffeloosheid voorkomen dat wordt veroorzaakt door een sepot in de gevallen die een georganiseerde maatschappelijke reactie vereisen, zonder dat daarbij korte gevangenisstraffen moeten uitgesproken en ten uitvoer gelegd worden;
- aan deze personen de mogelijkheid bieden een opleiding te volgen door hen in een professionele context een activiteit te laten uitoefenen;
- de resocialisatie vergemakkelijken van personen die minder ernstige feiten hebben gepleegd;

— associer les autorités administratives locales à des initiatives crédibles tendant à la réduction de la criminalité;

— diminuer la récidive.

La présente circulaire a donc pour objet d'inviter les communes à introduire des propositions dans ce domaine.

Avant d'aborder le rôle des communes dans ce cadre, sont présentées ci-dessous les quatre mesures judiciaires alternatives susmentionnées.

a) Les travaux d'intérêt général et la formation dans le cadre de la loi sur la probation.

Base légale: loi du 10 février 1994 (*Moniteur belge*, 27/4/94) modifiant la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation et l'arrêté royal du 6 octobre 1994 portant les mesures d'exécution concernant les travaux d'intérêt général et la formation (*Moniteur belge*, 15/10/94).

Nature de la mesure

Décision de la cour d'appel, du tribunal correctionnel ou du tribunal de police d'imposer comme condition, en cas de suspension du prononcé de la condamnation ou lorsque le sursis est ordonné pour l'intégralité d'une peine d'emprisonnement, soit l'exécution de travaux d'intérêt général gratuits pendant une durée de 20 à 240 heures, soit le suivi d'une formation professionnelle ou socio-éducative. Ces deux types de mesures doivent être exécutés dans les douze mois qui suivent la date à laquelle le jugement ou l'arrêt est passé en force de chose jugée.

Ces mesures ne peuvent être exécutées qu'auprès des services publics de l'Etat, des communes, des provinces, des Communautés et des Régions, ou auprès d'ASBL ou de fondations à but social, scientifique ou culturel.

Étapes principales

— la réalisation obligatoire d'une enquête sociale préalable à la décision de la juridiction. Cette enquête est réalisée par un assistant de probation à la demande du ministère public, du juge d'instruction, des juridictions d'instruction et de jugement, à la requête de l'intéressé.

Cette enquête sociale porte sur le comportement et le milieu social de l'intéressé et formule une proposition sur les possibilités d'exécuter des travaux d'intérêt général ou de suivre une formation;

— l'accord du candidat-prestataire sur la mesure;

— la décision du tribunal compétent, qui constate, entre autres, qu'existe effectivement une possibilité d'exécuter des travaux d'intérêt général dans l'arrondissement judiciaire où le prévenu a son domicile ou sa résidence, ou de suivre une formation;

— la transmission du dossier par la juridiction compétente à la commission de probation pour exécution;

— la mise au point préalable, par les communes ou, à leur intervention, par des associations, de modules de prestations d'intérêt général de 20 à 240 heures ou de formation, et ce en concertation avec les commissions de probation et les parquets.

Ces prestations ou formations peuvent également être organisées par les communes ou associations avec la participation de personnes extérieures à celles-ci;

— l'organisation, par l'assistant de probation, en collaboration avec le prestataire et éventuellement avec la commune ou une association, d'un plan d'accompagnement de l'exécution des travaux d'intérêt général ou de la formation;

— la désignation, par la commune ou l'association, d'une personne qui est directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général ou de la formation;

— le suivi de l'exécution des travaux d'intérêt général ou de la formation par la commission de probation. Ce suivi porte sur leurs conditions de réalisation, et comprend en pratique :

* des entretiens entre l'assistant de probation, le prestataire et la personne responsable de la commune ou de l'association;

— de plaatselijke administratieve instanties betrekken bij geloofwaardige initiatieven die een vermindering van de criminaliteit beogen;

— de recidive verminderen.

Deze omzendbrief heeft dan ook de bedoeling om de gemeenten uit te nodigen om in dit kader voorstellen in te dienen.

Alvorens de rol van de gemeenten in dit verband uiteen te zetten, worden hieronder eerst de vier bovenvermelde alternatieve gerechtelijke maatregelen voorgesteld.

a) De dienstverlening en de opleiding in het kader van de probatiewet.

Wettelijke grondslag: wet van 10 februari 1994 (*Belgisch Staatsblad*, 27/4/94) tot wijziging van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie en het koninklijk besluit van 6 oktober 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de dienstverlening en opleiding (*Belgisch Staatsblad*, 15/10/94).

Aard van de maatregel

Beslissing van het hof van beroep, de correctionele rechtbank of de politierechtbank om in geval van opschorting van de uitspraak van de veroordeling of in geval van uitstel van de tenuitvoerlegging van een gevangenisstraf in haar geheel, als voorwaarde de betrokkene te verplichten om gratis dienstverlening te verrichten gedurende 20 tot 240 uur of een professionele of sociaal-educatieve opleiding te volgen. Beide types van maatregelen moeten binnen de twaalf maanden na de dag waarop het vonnis of arrest in kracht van gewijsde is gegaan, worden uitgevoerd.

Deze maatregelen kunnen alleen bij een openbare dienst van de Staat, de gemeenten, de provincies, de Gemeenschappen en Gewesten of bij een v.z.w. of een stichting met een sociaal, wetenschappelijk of cultureel doel worden verricht.

Belangrijkste fasen

— de verplichte uitvoering van een maatschappelijke enquête voorafgaand aan de beslissing van de rechtbank. Deze enquête wordt op verzoek van het openbaar ministerie, de onderzoeksrechter, de onderzoeks- en vonnisgerechten of de verdachte door een probatie-assistent uitgevoerd.

Deze maatschappelijke enquête houdt verband met de gedragingen en het milieu van de beklagde en formuleert een voorstel inzake de mogelijkheid tot dienstverlening of tot het volgen van een opleiding;

— de instemming van de kandidaat-dienstverlener met de maatregel;

— de beslissing van de bevoegde rechtbank waarbij onder meer wordt vastgesteld of er werkelijk gelegenheid tot dienstverlening in het gerechtelijk arrondissement waar betrokkene woont of verblijft, of tot het volgen van een opleiding, bestaat;

— het overmaken van het dossier door de rechtbank aan de probatie-commissie voor de tenuitvoerlegging ervan;

— de voorafgaande uitwerking door de gemeenten of, door hun toedoen, door verenigingen van "modules voor dienstverlening" gaande van 20 tot 240 uur of voor opleiding, in overleg met de probatie-commissies en de parketten.

Die dienstverleningen of opleidingen kunnen tevens door de gemeenten of verenigingen worden georganiseerd met medewerking van derden;

— de uitwerking door de probatie-assistent, in samenwerking met de dienstverlener en eventueel de gemeente of een vereniging, van een begeleidingsplan voor de tenuitvoerlegging van de dienstverlening of de opleiding;

— aanduiding, door de gemeente of de vereniging, van de persoon die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening of de opleiding, rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht.

— opvolging door de probatiecommissie van het verloop van de dienstverlening of de opleiding. Deze opvolging bestaat er in dat wordt nagegaan of de voorwaarden worden nageleefd. In de praktijk behelst zulks :

* gesprekken tussen de probatie-assistent, de dienstverlener en de persoon die voor de gemeente of de vereniging instaat;

* l'information, par la personne responsable de la commune ou de l'association, à l'assistant de probation, de l'exécution des travaux d'intérêt général ou de la formation et, le cas échéant, de leur non-exécution ou de leur exécution partielle. La personne responsable informe également l'assistant de probation de toute irrégularité.

Il revient, le cas échéant, à la commission de probation de fixer les formes et délais de ces rapports d'informations.

— En cas de problèmes, la commission de probation interviendra activement et une nouvelle décision de la juridiction compétente peut être envisagée.

Parties concernées

— le prestataire;
— le tribunal (l'enquête sociale, examen de la proposition de travaux d'intérêt général ou de formation, et décision);

— la commission de probation et les assistants de probation (contacts préalables, réalisation de l'enquête sociale, organisation et suivi de l'exécution de la mesure). Il est à noter que le gouvernement a renforcé le personnel des commissions de probation pour l'exécution de ces missions;

— la commune ou, à son intervention, une association (encadrement de la mesure) qui bénéficieront de recrutements dans le cadre de l'arrêté royal du 12 août 1994 susmentionné.

Aspects particuliers

— Si le prestataire bénéficie du régime des allocations de chômage, les communes ou associations auprès desquelles les travaux d'intérêt général sont prestés ne doivent pas payer l'indemnité forfaitaire de 100 francs par jour, ni faire la déclaration préalable comme le prévoit l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage.

— Le Ministère de la Justice a souscrit un contrat d'assurance global (responsabilité civile et accidents de travail). La commune ou l'association auprès de laquelle les travaux d'intérêt général sont prestés ou la formation suivie doit, à cet effet, communiquer l'identité du prestataire et la période de prestation à la S.M.A.P. en utilisant le formulaire prévu à cet effet, qui est disponible auprès des commissions de probation.

b) La médiation pénale.

Base légale: loi du 10 février 1994 (*Moniteur belge*, 27/4/1994) organisant une procédure de médiation pénale et l'arrêté royal du 24 octobre 1994 portant les mesures d'exécution concernant la procédure de médiation pénale (*Moniteur belge*, 1/11/1994)

Nature de la mesure

Décision du procureur du Roi de traiter les délits sans intervention d'une juridiction. Le procureur du Roi convoque l'auteur de l'infraction et la victime et organise une médiation portant sur l'indemnisation ainsi que sur ses modalités.

Lorsque l'auteur de l'infraction invoque comme cause la circonstance d'une maladie, d'une assuétude à l'alcool ou aux stupéfiants, le procureur du Roi peut également inviter l'auteur de l'infraction à suivre un traitement médical ou tout autre thérapie adéquate.

Le procureur du Roi, après avoir fait procéder à une enquête sociale préalable par l'assistant de médiation, peut aussi inviter l'auteur de l'infraction à exécuter un travail d'intérêt général pendant une durée de 120 heures au plus ou à suivre une formation déterminée. Ces deux types de mesures doivent être exécutés dans un délai d'un à six mois.

Étapes principales

— un entretien avec l'intéressé au parquet;
— en cas de travaux d'intérêt général ou de formation, réalisation obligatoire d'une enquête sociale préalable à la décision, par un assistant de médiation à la demande du procureur du Roi. Du personnel a été spécialement affecté aux parquets à cette fin;

— la détermination du contenu de la médiation en accord avec l'auteur de l'infraction, qui est acté dans un procès-verbal;

* dat de persoon die voor de gemeente of de vereniging instaat aan de probatie-assistent meedeelt, dat de dienstverlening of de opleiding ten uitvoer wordt gelegd, of in voorkomend geval, dat zij slechts gedeeltelijk of niet ten uitvoer wordt gelegd. De contactpersoon licht bij iedere onregelmatigheid de probatie-assistent in.

Het komt desgevallend aan de probatie-commissie toe om de vormen en de termijn vast te leggen van deze informatierapporten.

— In geval van problemen moet de probatiecommissie pro-actief optreden en een nieuwe beslissing van de bevoegde rechtbank kan overwogen worden.

Betrokken partijen

— de dienstverlener;
— de rechtbank (maatschappelijke enquête, onderzoek van het voorstel tot dienstverlening of opleiding, en beslissing);

— de probatiecommissie en de probatie-assistenten (voorafgaande contacten, uitvoering maatschappelijke enquête, organisatie en opvolging van de maatregel). Er moet op worden gewezen dat de regering, met het oog op de tenuitvoerlegging van die opdrachten, het personeel van de probatiecommissies heeft uitgebreid;

— de gemeente of, door haar tussenkomst, een vereniging (omkadering van de maatregel), die in het kader van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 in aanmerking komt voor indienstneming.

Bijzondere aspecten

— Indien de dienstverlener een werkloosheidsuitkering geniet, moeten de gemeenten of de verenigingen waarbij de dienstverlening plaatsvindt, geen forfaitaire uitkering van 100 frank per dag betalen en geen voorafgaande aangifte doen, zoals voorgeschreven door artikel 18 van het ministerieel besluit van 26/11/1991 houdende de toepassingsregels van de werkloosheidsreglementering;

— Het Ministerie van Justitie heeft een globale verzekeringsovereenkomst (burgerlijke aansprakelijkheid en arbeidsongevallen) afgesloten. De gemeente of de vereniging waarbij de dienstverlening of de opleiding plaatsvindt moet hiertoe de identiteit van de dienstverlener en de periode van dienstverlening aan O.M.O.B. kenbaar maken door middel van het hiertoe bestemde formulier dat bij de probatiecommissies kan worden verkregen.

b) De bemiddeling in strafzaken.

Wettelijke grondslag: wet van 10 februari 1994 (*Belgisch Staatsblad*, 27/4/94) houdende regeling van een procedure voor de bemiddeling in strafzaken en koninklijk besluit van 24 oktober 1994 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de procedure van de bemiddeling in strafzaken (*Belgisch Staatsblad*, 1/11/94).

Aard van de maatregel

Beslissing van de procureur des Konings om misdrijven af te handelen zonder tussenkomst van een rechtbank. De procureur des Konings roept de dader en het slachtoffer op en organiseert een bemiddeling over de schadevergoeding en de regeling ervan.

Wanneer de dader zich beroept op een ziekteverschijnsel, een drank- of drugsverslaving, kan de procureur des Konings hem eveneens verzoeken een geneeskundige behandeling of een passende therapie te volgen.

Ook kan de procureur des Konings, mits een voorafgaandelijke maatschappelijke enquête, de dader verzoeken gedurende ten hoogste 120 uur een dienstverlening uit te voeren of een bepaalde vorming te volgen. Beide types van maatregelen moeten binnen een termijn van één tot zes maanden worden uitgevoerd.

Belangrijkste fasen

— een gesprek met de betrokkene op het parket;
— in geval van dienstverlening of vorming, het verplicht uitvoeren van een maatschappelijke enquête, die op verzoek van de procureur des Konings door een bemiddelingsassistent voorafgaand aan de beslissing wordt verricht. Hiertoe werd speciaal personeel aangesteld bij de parketten;

— de vaststelling van datgene waaruit de bemiddeling bestaat, met het akkoord van de dader, en opstellen van een proces-verbaal daarover;

— en cas de travaux d'intérêt général, la mise au point préalable, par les communes ou, à leur intervention, par des associations, en concertation avec les commissions de probation et les parquets, de modules de travaux d'intérêt général de 120 heures maximum;

— en cas de traitement ou de formation, la mise au point préalable, par les communes ou, à leur intervention, par des associations, de formules de traitement ou de formation;

— l'exécution des travaux d'intérêt général, le suivi du traitement ou de la formation par l'intéressé dans une commune ou auprès d'une association;

— l'évaluation par le parquet de l'exécution de la médiation sur base d'un rapport établi par l'assistant de médiation. En cas de travaux d'intérêt général, le rapport est établi par l'assistant de probation;

— en cas de travaux d'intérêt général, l'exécution des prestations se fait conformément aux règles fixées par la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation et aux arrêtés d'exécution de cette loi.

Parties concernées

— le parquet du procureur du Roi et l'assistant de médiation;

— en cas de travaux d'intérêt général, la commission de probation et les assistants de probation;

— l'auteur de l'infraction;

— la commune ou, à son intervention, une association (encadrement de la mesure), qui bénéficieront de recrutements dans le cadre de l'arrêté royal du 12 août 1994 susmentionné.

c) Les mesures alternatives à la détention préventive

Base légale : article 35 et suivants de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive (*Moniteur belge*, 14/8/90).

Nature de la mesure

Décision du juge d'instruction, des juridictions d'instruction ou de jugement de laisser ou de mettre le prévenu en liberté en lui imposant une ou plusieurs conditions dans les cas où la détention préventive peut être ordonnée ou maintenue.

Etapas principales

— l'inculpé, le ministère public ou le juge propose la mesure alternative et en discute avec l'inculpé;

— l'inculpé marque son accord sur la mesure alternative;

— la décision du juge d'instruction ou du juge;

— la mise au point préalable, par les communes ou, à leur intervention, par les associations, de mesures alternatives d'une durée maximale de trois mois (éventuellement renouvelable);

— l'exécution de la mesure alternative par l'inculpé auprès d'une commune ou d'une association;

— l'organisation par le Service social d'Exécution de Décisions judiciaires du Ministère de la Justice de l'encadrement des personnes faisant l'objet d'une liberté sous conditions ou d'une mise en liberté sous conditions;

— la surveillance de l'observation des conditions;

* lorsque le magistrat suppose un état de nécessité sociale dans le chef de l'intéressé, cette surveillance est exercée par des assistants sociaux ou des assistants de probation du Service social d'Exécution de Décisions judiciaires du Ministère de la Justice (arrêté royal du 20 octobre 1992 portant création du Service social d'Exécution de Décisions judiciaires) (*Moniteur belge*, 31/10/92);

* dans les autres cas, la surveillance peut être exercée par les services de police;

— l'information directe du juge d'instruction ou de la juridiction du respect des conditions.

Parties concernées

— l'inculpé;

— le juge d'instruction, les juridictions d'instruction ou de jugement;

— in geval van dienstverlening, de voorafgaande uitwerking, door de gemeenten of, door hun tussenkomst, door de verenigingen, in overleg met de probatiecommissies en de parketten, van "modules voor dienstverlening" van ten hoogste 120 uur;

— in geval van behandeling of vorming, de voorafgaande uitwerking van behandelings- of vormingsformules door de gemeenten of door haar aangewezen verenigingen;

— de uitvoering van de dienstverlening, het volgen van de behandeling of de vorming door de betrokkene, bij een gemeente of bij een vereniging;

— evaluatie door het parket van de tenuitvoerlegging van de bemiddeling, op basis van een verslag opgesteld door de bemiddelingsassistent. In geval van dienstverlening wordt het verslag door de probatie-assistent opgesteld;

— in geval van dienstverlening gebeurt de tenuitvoerlegging volgens de regels bepaald in de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie en volgens de besluiten tot uitvoering van die wet.

Betrokken partijen

— Het parket van de procureur des Konings en de bemiddelingsassistent;

— in geval van dienstverlening de probatiecommissie en de probatie-assistenten;

— de dader van het misdrijf;

— de gemeente of, door haar tussenkomst, een vereniging (omkadering van de maatregel), die in het kader van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 in aanmerking komt voor indienstneming;

c) Alternatieve maatregelen ter vervanging van de voorlopige hechtenis.

Wettelijke grondslag : artikel 35 en volgende van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis (*Belgisch Staatsblad*, 14/8/90).

Aard van de maatregel

Beslissing van de onderzoeksrechter en de onderzoeks- of vonnisgerechten om de betrokkene in vrijheid te laten of in vrijheid te stellen onder oplegging van één of meer voorwaarden in de gevallen waarin voorlopige hechtenis kan worden bevolen of gehandhaafd.

Belangrijkste fasen

— de verdachte, het openbaar ministerie of de rechter stelt de alternatieve maatregel voor en overlegt hierover met de betrokkene;

— instemming van de verdachte met de maatregel;

— beslissing van de onderzoeksrechter of de rechter;

— voorafgaande uitwerking door de gemeenten of, door hun tussenkomst, door de verenigingen, van alternatieve maatregelen voor een maximale duur van drie maanden (eventueel hernieuwbaar);

— uitvoering van de alternatieve maatregel door de verdachte bij een gemeente of een vereniging;

— organisatie door de Dienst Maatschappelijk Werk Strafrechtstoepassing van het Ministerie van Justitie, van de omkadering van de personen die onder voorwaarden in vrijheid worden gelaten of onder voorwaarden in vrijheid worden gesteld;

— het toezicht op de naleving van de voorwaarden ;

* wanneer door de magistrat een hulpverleningsbehoefte kan worden verondersteld in hoofde van de betrokkene, wordt dit toezicht door de maatschappelijk assistenten of de probatie-assistenten van de Dienst Maatschappelijk Werk Strafrechtstoepassing van het Ministerie van Justitie uitgeoefend (koninklijk besluit van 20 oktober 1992 tot oprichting van de Dienst Maatschappelijk Werk Strafrechtstoepassing bij de buitendiensten van het Bestuur Strafinrichtingen) (*Belgisch Staatsblad*, 31/10/92);

* buiten deze gevallen kan voor het toezicht een beroep worden gedaan op de politiediensten;

— rechtstreekse kennisgeving aan de onderzoeksrechter of het gerecht dat de voorwaarden in acht zijn genomen.

Betrokken partijen

— de verdachte;

— de onderzoeksrechter, het onderzoeksgerecht of het vonnisgerecht;

— la commune ou, à son intervention, une association (encadrement de la mesure), qui bénéficieront de recrutements dans le cadre de l'arrêté royal du 12 août 1994 susmentionné;

— les assistants sociaux ou les assistants de probation du Service social d'Exécution de Décisions judiciaires du Ministère de la Justice.

d) Les mesures alternatives à la saisine du juge de la jeunesse, dites "mesures de diversion".

Nature de la mesure

Décision du procureur du Roi (parquet de la jeunesse) de ne pas donner de suite à un fait qualifié infraction si le mineur accepte d'exécuter une "mesure de diversion", comme la réparation du dommage, l'exécution d'un petit travail bénévole au profit de la communauté, ou la participation à une mesure ayant un effet socio-éducatif.

Étapes principales

— mise au point de modules d'activité;
— convocation du jeune et de ses parents par le parquet en vue d'obtenir l'accord du jeune et de ses parents sur une "mesure de diversion";

— accord du jeune et de ses parents;
— signature d'un protocole d'accord sur le travail et le nombre d'heures fixé par le parquet, le jeune et ses parents;
— réalisation des "mesures de diversion" par le jeune dans le cadre d'un encadrement pédagogique local;
— classement du dossier.

Parties concernées

— la section "Jeunesse" du parquet du procureur du Roi (contacts préalables, information de la victime, ...);
— le jeune ayant commis des faits qualifiés infractions;
— les parents du jeune;
— la commune ou, à son intervention, l'association (encadrement de la mesure), qui bénéficieront de recrutements dans le cadre de l'arrêté royal du 12 août 1994 susmentionné;
— l'encadrement pédagogique.

Ci-dessous sont précisées les communes concernées et les obligations qui en découlent :

Les communes concernées

Toutes les communes ont la possibilité d'introduire une demande.

L'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 12 août 1994 susmentionné prévoit que l'octroi d'allocations forfaitaires aux communes et les dispositions qu'elles prennent directement ou via une association en vue d'encadrer l'exécution de mesures judiciaires alternatives feront l'objet de conventions entre, d'une part, les communes intéressées, et, d'autre part, le Ministère de la Justice.

Pour privilégier une approche intégrée au sein des communes, cette convention constitue un avenant au contrat de sécurité ou au contrat de prévention pour les communes qui en bénéficient déjà (article 1er, alinéa 4, de l'arrêté royal précité). Cette formule a également pour avantage qu'elle rationalise les frais de fonctionnement, des communes, frais qui ne font l'objet d'aucune intervention financière dans le cadre des présentes mesures.

Engagements des communes

Communes et associations

— Les services communaux pouvant encadrer l'exécution de mesures judiciaires alternatives sont nombreux: CPAS (hôpitaux, homes et service d'aide familiale inclus), travaux publics, voirie, écoles (cuisine par exemple), parcs, service social, formation...

Dans un souci de recherche de la cohérence et d'économie d'échelle, les communes auront avantage à centraliser dans un seul service, l'organisation et la surveillance des différents types de prestations.

— de gemeente of, door haar tussenkomst, een vereniging (omkadering van de maatregel), die in het kader van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 in aanmerking komt voor indienstnemingen;

— de maatschappelijk assistenten of de probatie-assistenten van de Dienst Maatschappelijk Werk Strafrechtstoepassing van het Ministerie van Justitie.

d) Alternatieve maatregelen ter vervanging van een beslissing door de jeugdrechter: de rechtsomlegging (diversiemaatregelen).

Aard van de maatregel

Beslissing van de procureur des Konings (jeugdparquet) om geen gevolg te geven aan een als misdrijf omschreven feit wanneer de minderjarige aanvaardt om een "diversiemaatregel" uit te voeren zoals herstel van de schade, uitvoering van enig vrijwilligerswerk ten gunste van de gemeenschap of deelname aan een maatregel van sociaal-educatieve aard.

Belangrijkste fasen

— uitwerken van de activiteitsmodules;
— oproeping van de jongere en zijn ouders door het parket met het oog op de instemming van de jongere en van zijn ouders met een "diversiemaatregel";
— instemming van de jongere en van zijn ouders;
— ondertekening van een protocolakkoord over het werk en het aantal uren vastgelegd door de parketmagistraat en de jongere met zijn ouders;
— uitvoering van de "diversiemaatregelen" door de jongere met plaatselijk pedagogische omkadering;
— sepot van het dossier.

Betrokken partijen

— de afdeling "Jeugd" van het parket van de procureur des Konings (voorafgaande contacten, kennisgeving aan het slachtoffer, ...);
— de jongere die een als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd;
— de ouders van de jongere;
— de gemeente of, door haar tussenkomst, een vereniging (omkadering van de maatregel), die in het kader van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 in aanmerking komt voor indienstnemingen.

Hieronder wordt aangeduid welke gemeenten in aanmerking komen en welke verplichtingen hierbij in acht dienen te worden genomen.

De betrokken gemeenten

Alle gemeenten zijn in de mogelijkheid om een aanvraag in te dienen.

Artikel 1, alinea 1, eerste lid van voornoemd koninklijk besluit van 12 augustus 1994 bepaalt dat de toekenning van forfaitaire bijdragen aan de gemeenten en de maatregelen die zij rechtstreeks of via een vereniging nemen met het oog op de omkadering van alternatieve gerechtelijke maatregelen, het voorwerp uitmaken van overeenkomsten tussen, enerzijds de betrokken gemeenten en, anderzijds het Ministerie van Justitie.

Ten einde een globale benadering binnen de gemeenten te bewerkstelligen, is deze conventie een aanvulling van het veiligheidscontract of van het preventiecontract voor de gemeenten die er reeds van genieten (artikel 1, alinea 4, van het bovenvermelde koninklijk besluit). Deze formule biedt tevens het voordeel van rationalisatie van de werkingskosten van de gemeenten, kosten die niet het voorwerp uitmaken van enige financiële tegemoetkoming in het kader van de huidige maatregelen.

Verplichtingen van de gemeenten

Gemeenten en verenigingen:

— De gemeentediensten die de uitvoering van de alternatieve gerechtelijke maatregelen kunnen omkaderen zijn talrijk: OCMW (ziekenhuizen, tehuisen en de dienst gezinshulp inbegrepen), openbare werken, reinigingsdienst, scholen (kruken bijvoorbeeld), groendienst, maatschappelijke dienst, opleiding...

Met het oog op coherentie en schaalvergroting zouden de gemeenten voordeel hebben bij de centralisatie van de organisatie van en het toezicht op de verschillende soorten dienstverlening in één enkele dienst.

— Pour la réussite de l'ensemble de ces mesures, il convient également de tenir compte de l'expérience indiscutable acquise par des associations dans l'encadrement des mesures judiciaires alternatives depuis quelques années. En outre, ces associations peuvent facilement couvrir le territoire de plusieurs communes de taille moyenne.

Pour ces raisons, à l'initiative des communes, la convention pourra prévoir que la commune met le personnel recruté grâce à la convention, ou une partie de celui-ci, à la disposition d'une ou plusieurs associations actives dans ces secteurs.

* Les conditions de cette mise à disposition feront l'objet d'un accord préalable liant une ou plusieurs communes à une ou plusieurs associations. Ces accords seront écrits et annexés à la proposition de convention.

* L'allocation forfaitaire sera versée à la commune en vue de procéder aux recrutements, mais seule l'association sera responsable à l'égard des autorités judiciaires compétentes de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives.

Si cette association couvre le territoire de plusieurs communes, plusieurs communes peuvent prendre un accord avec la même association.

Engagement des communes ou des associations

— Les communes ou les associations s'engagent dans la convention à préparer et à encadrer les personnes faisant l'objet d'un ou plusieurs types de mesures. (article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal susmentionné). Elles s'engagent en outre à tenir les autorités judiciaires concernées informées de l'exécution des mesures conformément à ce qui a été développé plus haut.

— Dans la convention, la formulation des engagements de la commune vis à vis de l'Etat doit donc être suffisamment précise tout en respectant la souplesse inhérente à la diversité des possibilités et des besoins locaux, du nombre de mesures judiciaires alternatives, de leur durée, de la nature des projets,...

— Les critères selon lesquels les engagements des communes pourront avoir lieu seront fixés dans la convention sur base du nombre d'heures de prestations de travail du personnel et sur le nombre de personnes bénéficiant de ces mesures.

Les critères retenus différeront selon la nature des projets. Ainsi, il y a une différence dans le type d'encadrement entre les projets de prestations de travaux d'intérêt général, les projets de formation en groupe ou individualisés et les projets thérapeutiques en groupe ou individualisés.

* *projets de travaux d'intérêt général* : prise en charge de façon permanente de 7 prestataires minimum et de 12 maximum pendant une durée minimum de 800 heures par an pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein;

* *projets de formation en groupe* : former de façon permanente 7 personnes minimum et 12 maximum pendant une durée minimum de 400 heures de cours pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein;

* *projets individualisés de formation* : un minimum de 40 personnes à former pendant 550 heures de cours minimum pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein.

* *projets thérapeutiques en groupe* : prendre en charge de façon permanente 7 personnes minimum et 12 maximum pendant une durée de 400 heures pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein.

* *projets thérapeutiques individualisés* : un minimum de 40 personnes à prendre en charge pendant 550 heures minimum pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein.

Ces critères sont prévus pour le recrutement d'un travailleur à temps plein. La possibilité de recruter du personnel à temps partiel existe.

Une personne peut être recrutée dans des projets de nature différente. Il est alors tenu compte des critères mentionnés ci-dessus.

En fonction de la nature des propositions, les communes peuvent proposer le recrutement de personnel avec des spécificités diverses : assistants sociaux, éducateurs de rue, ouvriers, employés, enseignants,...

— Voor het welslagen van al deze maatregelen dient tevens rekening te worden gehouden met de ontegensprekelijke ervaring die de verenigingen sinds enkele jaren hebben verworven inzake omkadering van alternatieve gerechtelijke maatregelen. Bovendien kunnen die verenigingen gemakkelijk meerdere middelgrote gemeenten beslaan.

Om die redenen kan, op initiatief van de gemeenten, in de conventie worden opgenomen dat de gemeente, het dankzij de overeenkomst aangeworven personeel, of een gedeelte ervan, ter beschikking stelt van één of meerdere verenigingen die actief zijn op dit gebied.

* Over de voorwaarden van die terbeschikkingstelling zal een voorafgaand akkoord worden gesloten waardoor één of meerdere gemeenten aan één of meerdere verenigingen worden verbonden. Die akkoorden zullen schriftelijk worden opgesteld en aan het voorstel tot overeenkomst worden toegevoegd.

* De forfaitaire bijdrage wordt aan de gemeente gestort teneinde over te gaan tot aanwervingen, maar enkel de vereniging zal ten aanzien van de bevoegde gerechtelijke overheden verantwoordelijk zijn voor de eigenlijke begeleiding van de alternatieve gerechtelijke maatregelen.

Indien deze vereniging het territorium van verschillende gemeenten dekt, kunnen verschillende gemeenten een akkoord sluiten met dezelfde vereniging.

Verbintenissen vanwege de gemeenten of de verenigingen :

— De gemeenten of de verenigingen verbinden zich in de overeenkomst tot de voorbereiding en de omkadering van de personen die het voorwerp uitmaken van één of meerdere van de 4 types van maatregelen (artikel 1, lid 2, van het bovenvermelde koninklijk besluit). Zij verbieden er zich bovendien toe de overheden op de hoogte te houden die betrokken zijn bij de uitvoering van de maatregelen, overeenkomstig hetgeen hierboven werd uitgewerkt.

— In de overeenkomst moet de formulering van de verbintenissen van de gemeente t.a.v. de Staat dus voldoende duidelijk zijn, zonder afbreuk te doen aan de soepelheid, die inherent is aan de verscheidenheid aan mogelijkheden, de plaatselijke noden, het aantal alternatieve gerechtelijke maatregelen, de duur en de aard van de projecten, ...

— De criteria voor de aanwervingen door de gemeenten zullen in de conventie worden vastgesteld op grond van het aantal werkuren van het personeel, en van het aantal personen dat van deze maatregelen geniet.

De in overweging genomen criteria zullen al naargelang van de aard van de projecten verschillen. Zo zal er een verschil qua omkadering zijn tussen de dienstverleningsprojecten, de vormingsprojecten in groep of individueel en de behandelingsprojecten in groep of individueel.

* *de dienstverleningsprojecten* : permanente tewerkstelling van minimum 7 en maximum 12 dienstverleners gedurende minimum 800 uur/jaar om een voltijdse werknemer te kunnen aanwerven;

* *de vormingsprojecten in groep* : permanente vorming van minimum 7 en maximum 12 personen gedurende minimum 400 opleidingsuren om een voltijdse werknemer te kunnen aanwerven;

* *de geïndividualiseerde vormingsprojecten* : opleiding van minimum 40 personen gedurende minimum 550 vormingsuren om een voltijdse werknemer te kunnen aanwerven;

* *de behandelingsprojecten in groep* : permanente behandeling van minimum 7 en maximum 12 dienstverleners gedurende 400 uren om een voltijdse werknemer te kunnen aanwerven;

* *de geïndividualiseerde behandelingsprojecten* : behandeling van minimum 40 personen gedurende minimum 550 uren om een voltijdse werknemer te kunnen aanwerven;

Deze criteria zijn voorzien voor de aanwerving van een voltijdse werknemer. Er is eveneens de mogelijkheid om deeltijds personeel aan te werven.

Een persoon kan worden aangeworven om werkzaam te zijn in projecten van verschillende aard. Daarbij wordt rekening gehouden met de hierboven vermelde criteria.

In functie van de aard van de voorstellen kunnen de gemeenten een voorstel doen tot aanwerving van personeel met verscheidene specificiteiten : maatschappelijk assistenten, straatthoekwerkers, arbeiders, bedienden, leraren, ...

— Tenant compte de l'application progressive des mesures judiciaires alternatives, il convient que, pendant la phase de démarrage de ces mesures, soit une durée de deux années, 75 % des objectifs soient atteints annuellement. Après ces deux années, il faut annuellement atteindre 90 % des objectifs.

— La commune ou l'association désignée par la commune doit, annuellement, transmettre à la commission d'évaluation et de suivi une note justificative dans laquelle doivent figurer les objectifs du projet et le programme d'activités.

— La commune ou l'association bénéficiaire doivent prendre en charge les frais de fonctionnement et d'investissement liés à ces recrutements.

— Le non-respect des conditions mises dans la convention liant la commune et le Ministre de la Justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle voire entière de l'intervention (article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal précité). Il faut rappeler qu'outre les contrôles prévus par l'arrêté royal du 26 avril 1968, la Cour des comptes pourra effectuer des contrôles sur place.

Engagements du Ministère de la Justice

Après la signature de la convention, l'article 5 de l'arrêté royal dispose qu'à la requête du Ministre de la Justice, les crédits correspondants à l'intervention forfaitaire prévue par la convention sont mis à la disposition de la commune par le Ministre de l'Intérieur, à l'intervention de l'Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales (O.N.S.S.A.P.L.)

Répartition des crédits

Les crédits destinés à l'encadrement des mesures judiciaires alternatives sont annuellement soumis à l'approbation du Conseil des Ministres. La répartition en est faite par le Ministre de la Justice sur base de critères objectifs.

Un montant annuel de 240 millions est affecté à ces mesures. Se référant à l'article 2, dernier paragraphe de l'arrêté royal du 12 août 1994 susmentionné, force est de constater que, au cas où les personnes recrutées en supplément ne le sont que pour une partie de l'année budgétaire de référence, l'intervention financière est réduite au prorata du nombre de mois effectivement prestés.

Ce montant fait l'objet d'une première répartition forfaitaire entre les arrondissements judiciaires de manière à permettre aux communes de chiffrer leurs demandes en fonction des ressources disponibles et de faciliter le travail des commissions d'évaluation et de suivi. Un tableau figure en annexe à la présente.

Pour les années suivantes, la répartition des crédits qui sera faite par arrondissement judiciaire, pourra être connue en s'adressant au Service social d'Exécution de Décisions judiciaires, rue Evers 2, à 1000 Bruxelles.

Si, à l'issue de l'examen des propositions de convention, il s'avérait que des crédits ne sont pas utilisés dans un arrondissement, et que des propositions pertinentes ont été faites dans un autre arrondissement pour un total qui dépasserait le montant initial, le département se soumettra des propositions de rajustement de la répartition.

En vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 12 août 1994 susmentionné, une **commission d'évaluation et de suivi** est mise sur pied à l'initiative du Ministre de la Justice dans chaque arrondissement judiciaire. Ces commissions doivent être composées **au plus tard le 31 mars 1995**.

Missions de la commission (article 3, alinéa 2).

— évaluer les propositions de convention des communes et rendre un avis motivé sur chacune d'elles au Ministre de la Justice;

— vérifier l'exécution des conventions conclues, dans cette tâche, la commission sera assistée par des agents recrutés au sein du Service social d'Exécution de Décisions judiciaires du Ministère de la Justice dont les missions sont définies plus loin;

— Rekening houdend met de geleidelijke toepassing van de alternatieve gerechtelijke maatregelen, moet jaarlijks 75 % van de doelstellingen worden bereikt tijdens de beginfase (die twee jaar in beslag neemt). Na deze twee jaar moet jaarlijks 90 % van de doelstellingen worden bereikt.

— De gemeente of de vereniging aangeduid door de gemeente moet jaarlijks een rechtvaardigingsnota waarin de doelstellingen van het project en het programma met de activiteiten vermeld staan, aan de evaluatiecommissie overmaken.

— De begunstigde gemeente of vereniging moet de werkings- en investeringskosten op zich nemen die met de aanwervingen gepaard gaan.

— De niet-naleving van de in de overeenkomst vermelde voorwaarden die de gemeente en het Ministerie van Justitie verbinden, kan leiden tot de opheffing van de betaling van de forfaitaire uitkering en tot de gedeeltelijke of zelfs volledige teruggeving ervan (artikel 4, lid 2, van het voornoemde koninklijk besluit). Er moet herinnerd worden aan het feit dat het Rekenhof, naast de controles voorzien in het koninklijk besluit van 26 april 1968, ter plaatse controles zal kunnen uitvoeren.

Verbintenissen vanwege het Ministerie van Justitie :

Na de ondertekening van de overeenkomst stelt artikel 5 van het koninklijk besluit dat, op verzoek van de Minister van Justitie, de kredieten die overeenstemmen met de forfaitaire tegemoetkoming waarin het contract voorziet, door de Minister van Binnenlandse Zaken ter beschikking van de gemeente gesteld worden, door tussenkomst van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke overheidsdienst.

Verdeling van de kredieten

De kredieten bestemd voor de omkadering van de alternatieve gerechtelijke maatregelen worden jaarlijks toegekend door de Ministerraad. De verdeling ervan wordt vastgelegd door de Minister van Justitie op basis van een aantal objectieve criteria.

Een jaarlijks bedrag van 240 miljoen is daartoe bestemd. Verwijzend naar artikel 2, laatste paragraaf, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 12 augustus 1994 dient te worden opgemerkt dat, ingeval de bijkomend aangeworven personen slechts voor een deel van het begrotingsjaar waarnaar wordt verwezen zijn aangeworven, de financiële tegemoetkoming wordt verminderd naar verhouding van het aantal werkelijk gepresteerde maanden.

Een eerste forfaitaire verdeling gebeurt onder de gerechtelijke arrondissementen, waardoor de gemeenten hun aanvragen kunnen becijferen in functie van beschikbare middelen en waardoor het werk van de commissies voor evaluatie en toezicht wordt vergemakkelijkt. Een tabel hiervan is opgenomen in bijlage.

Voor de daaropvolgende jaren zal de verdeling van de toegekende kredieten per gerechtelijk arrondissement kunnen opgevraagd worden bij de Dienst Maatschappelijk Werk Strafrechtstoepassing, Eversstraat 2, te 1000 Brussel.

Wanneer, na afloop van het onderzoek van de voorstellen tot overeenkomst, zou blijken dat de kredieten in een arrondissement niet worden gebruikt en dat in een ander arrondissement relevante voorstellen werden gedaan voor een totaal dat het oorspronkelijke bedrag zou overstijgen, zal het departement mij voorstellen doen voor aanpassing en herverdeling.

Krachtens artikel 3 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 12 augustus 1994 wordt er in elk arrondissement een **evaluatie- en opvolgingscommissie** opgericht op initiatief van de Minister van Justitie. Deze commissies zullen samengesteld zijn **ten laatste op 31 maart 1995**.

Opgdrachten van de commissie (artikel 3, lid 2).

— evalueren van de voorstellen tot conventie van de gemeenten en een met redenen omkleed advies over elk van deze voorstellen uitbrengen aan de Minister van Justitie;

— nagaan van de uitvoering van de afgesloten conventies; bij deze taak zal de commissie worden bijgestaan door de ambtenaren tewerkgesteld bij de Dienst Maatschappelijk Werk Strafrechtstoepassing van het Ministerie van Justitie van wie de opdrachten hierna worden omschreven;

— assurer une intégration optimale du programme inscrit dans la convention avec d'autres programmes déjà en cours de réalisation dans des domaines similaires.

Composition de la commission (article 3, alinéa 1er)

Cette commission, qui est présidée par le procureur du Roi, se compose notamment d'au moins un représentant des commissions de probation (travaux d'intérêt général), d'un juge d'instruction (détention préventive), et selon la taille de l'arrondissement, d'un ou deux représentants du parquet du procureur du Roi (médiation pénale et section "jeunesse" pour les "mesures de diversion").

Pour le bon déroulement de ses travaux, la commission intègre également une personne avec une expérience administrative, qui est bien informée de la pratique de la gestion communale, par exemple un commissaire d'arrondissement.

La commission peut s'entourer, par exemple à titre consultatif, de conseils de personnes ayant une pratique de l'encadrement de mesures judiciaires alternatives, dans la mesure où ces personnes ne seraient pas directement concernées par les dossiers examinés.

Fonctionnement de la commission (article 3, alinéa 3)

La commission est présidée par le procureur du Roi. Elle entend les autorités communales concernées ainsi que, le cas échéant, les associations visées à l'article 1er, alinéa 3, avant de transmettre ses avis au Ministre de la Justice.

A cette fin, la commission peut inviter des représentants des communes concernées ou associations lorsqu'elle se réunit afin de récolter un maximum d'informations permettant de favoriser la communication entre les différents intervenants, gage d'une meilleure adaptation des projets à la réalité et d'un fonctionnement optimal des mesures judiciaires alternatives.

Le secrétariat de la commission est assumé par le personnel des commissions de probation. Dans les grands arrondissements tels que Bruxelles, Liège, Charleroi, Gand, et Anvers, le personnel administratif sera renforcé à cette fin.

Introduction des propositions de convention

Les communes ou, à leur intervention, les associations doivent introduire toutes les propositions de convention auprès du procureur du Roi, président de la commission d'évaluation et de suivi, **au plus tard le 15 mai 1995**.

Une proposition doit contenir les éléments suivants :

— Un bref aperçu de la nature du projet, en mentionnant d'une part le nombre de personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires et que les communes s'engagent à prendre en charge et à encadrer en fonction des différents types de mesures déterminées par le Ministre de la Justice, et d'autre part, en mentionnant le nombre de recrutements supplémentaires pour lesquels l'Etat octroie une intervention financière. Il y a lieu en plus de préciser à quelles qualifications ce personnel doit répondre. Il faut également préciser, le cas échéant, les modalités suivant lesquelles ce personnel sera mis en tout ou partie à la disposition d'un organisme existant ayant déjà acquis expérience dans l'encadrement de ces mesures.

— En plus, il faut décrire brièvement les programmes existant dans des domaines semblables et qui sont déjà en cours dans la commune.

— Enfin, il y a lieu de mentionner les modalités prévues pour le recouvrement d'éventuels frais de fonctionnement et d'investissement, que les communes ou les associations doivent supporter elles-mêmes.

Ces propositions de convention seront examinées par la commission d'évaluation et de suivi de l'arrondissement concerné et seront transmises avec avis au Ministre de la Justice (Service social d'Exécution de Décisions judiciaires), rue Evers 2, à 1000 Bruxelles, et ce **au plus tard le 15 juin 1995**.

— een optimale integratie van het in de conventie ingeschreven programma met de andere reeds bestaande programma's in gelijkaardige domeinen garanderen.

Samenstelling van de commissie (artikel 3, lid 1)

Deze commissie, die wordt voorgezeten door de procureur des Konings, is samengesteld uit tenminste één vertegenwoordiger van de probatiecommissies (dienstverlening), één onderzoeksrechter (voorlopige hechtenis), en, in functie van de grootte van het arrondissement, één of twee vertegenwoordigers van het parket van de procureur des Konings (strafbemiddeling en de afdeling jeugd voor de "diversiemaatregelen").

Voor het goede verloop van haar werkzaamheden is er in de commissie eveneens een persoon met administratieve ervaring opgenomen, die goed op de hoogte is van het gemeentebestuur in de praktijk, bijvoorbeeld een arrondissementscommissaris.

De commissie kan, bijvoorbeeld met het oog op advies, ook personen consulteren die de omkadering van alternatieve gerechtelijke maatregelen reeds in de praktijk hebben toegepast, voorzover die personen niet rechtstreeks betrokken zouden zijn bij de onderzochte dossiers.

Werking van de commissie (artikel 3, lid 3)

De commissie wordt voorgezeten door de procureur des Konings. Zij hoort de betrokken gemeentelijke overheden, alsook in voorkomend geval, de verenigingen bedoeld in artikel 1, alinea 3, vooraan haar advies aan het Ministerie van Justitie over te maken.

Hiertoe kan de commissie wanneer zij samenkomt, de vertegenwoordigers van de betrokken gemeenten of verenigingen uitnodigen om zoveel mogelijk gegevens te verzamelen om zodoende de communicatie tussen de verschillende tussenkommende partijen te bevorderen, hetgeen moet leiden tot een betere aanpassing der projecten aan de realiteit en tot een optimale werking van de alternatieve gerechtelijke maatregelen.

Het secretariaat van de commissie is samengesteld uit personeel van de probatiecommissies. In de grote arrondissementen zoals Brussel, Luik, Bergen, Gent en Antwerpen zal het administratief personeel worden versterkt.

Indienen van de voorstellen tot overeenkomst

De gemeenten of, door hun tussenkomst, de verenigingen moeten alle voorstellen tot overeenkomst indienen bij de procureur des Konings, voorzitter van de arrondissementele evaluatie en opvolgingscommissie, en dit **ten laatste op 15 mei 1995**.

Een projectvoorstel dient volgende elementen te bevatten :

— Een korte schets van de aard van het project, met vermelding van enerzijds het aantal personen, die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties, waartoe de gemeente zich verbindt de zorg en de begeleiding op zich te nemen, overeenkomstig de verschillende soorten maatregelen vastgesteld door de Minister van Justitie, en anderzijds het aantal bijkomende aanwervingen waarvoor de Staat een financiële tegemoetkoming toekent. Hierbij dient eveneens te worden gepreciseerd welke kwalificaties wenselijk zijn. Daarenboven dienen ook desgevallend de modaliteiten uitgewerkt te worden, volgens dewelke het personeel geheel of gedeeltelijk ter beschikking wordt gesteld van een bestaande vereniging die ervaring heeft met de zorg voor personen in de in de overeenkomst bedoelde domeinen.

— Daarnaast dienen ook kort de reeds bestaande programma's in gelijkaardige domeinen te worden beschreven die reeds werkzaam zijn in de gemeente.

— Tenslotte dient ook aangegeven te worden op welke wijze eventuele werkings- en investeringskosten zullen vergoed worden, die de gemeenten of de verenigingen zelf moeten dragen.

Deze voorstellen tot overeenkomst zullen door de betrokken arrondissementele evaluatie- en opvolgingscommissie worden bestudeerd en met advies worden overgemaakt aan het Ministerie van Justitie (Dienst Maatschappelijk Werk Strafrechtstoepassing), Eversstraat 2, te 1000 Brussel, en dit **ten laatste op 15 juni 1995**.

Ce service a pour tâche d'évaluer les propositions de conventions sur base de l'avis des commissions d'arrondissement, de mettre en forme juridique les conventions et de les soumettre au Ministre de la Justice, et de procéder — en collaboration avec les commissions d'arrondissement — à l'évaluation globale de l'effet de ces mesures.

En ce qui concerne l'évaluation des propositions de convention, le Service social d'Exécution de Décisions judiciaires examinera les dossiers et me donnera avis quant au choix des projets à retenir. Les propositions sélectionnées seront présentées pour approbation au Conseil des Ministres.

Pour les communes qui possèdent un contrat de sécurité ou de prévention, les projets retenus feront l'objet d'une annexe à ces contrats; pour les autres communes, un contrat spécifique sera conclu.

Je vous salue de bien vouloir diffuser cette circulaire auprès de Mesdames et MM. les Bourgmestres de votre province ou de votre arrondissement administratif.

Le Ministre de la Justice,
M. WATHÉLET.

Deze dienst heeft tot taak de voorstellen tot overeenkomst te evalueren op basis van het advies van de arrondissementele commissies, de overeenkomsten juridisch uit te werken en ze voor te leggen aan de Minister van Justitie, en over te gaan — samen met de arrondissementele commissies — tot een globale evaluatie van het effect van deze maatregelen.

Met betrekking tot de evaluatie van de voorstellen tot overeenkomst zal de Dienst Maatschappelijk Werk Strafrechtstoepassing de dossiers bestuderen en mij adviseren inzake de keuze van de te weerhouden projecten. De geselecteerde voorstellen zullen dan aan de Ministerraad worden voorgelegd.

De projecten zullen toegevoegd worden aan het veiligheids- of preventiecontract indien dit in de stad of gemeente reeds bestaat, of nieuwe specifieke contracten zullen worden afgesloten.

Ik wil u verzoeken, Mijnheer de Gouverneur, deze omzendbrief ter kennis te brengen van de dames en heren Burgemeesters van uw provincie of van uw administratief arrondissement.

De Minister van Justitie,
M. WATHÉLET.

Annexe : Tableau de répartition des crédits disponibles.

Bijlage : Tabel van verdeling van de beschikbare kredieten.

Répartition entre arrondissements. — Verdeling tussen arrondissementen	
Arrondissements — Arrondissementen	Crédit disponible — Beschikbaar krediet
Antwerpen	30,00
Arlon	1,50
Brugge	11,75
Bruxelles/Brussel	49,75
Charleroi	15,60
Dendermonde	10,60
Dinant	3,25
Eupen	1,20
Gent	13,00
Hasselt	7,25
Huy	2,40
Ieper	1,90
Kortrijk	8,55
Leuven	7,30
Liège	16,85
Marche	1,10
Mechelen	5,50
Mons	8,30
Namur	6,00
Neufchâteau	1,65
Nivelles	5,70
Oudenaarde	4,35
Tongeren	6,65
Tournai	6,90
Turnhout	7,00
Verviers	3,00
Veurne	2,95
TOTA(A)L	240,00